

**Colloque ENSTA Bretagne
Brest, 14-15 Avril**

Defense and its realms

Jacques Fontanel

La globalisation économique comme facteur de paix ou de guerre

Résumé : L'économie est-elle un facteur de paix ou de guerre. Cette question est très diversement conclue par les analyses économiques, d'autant que l'économie est parfois une arme pour contraindre un Etat à agir conformément à la volonté des Etats qui contestent ses décisions. L'économie nationale est aussi un facteur essentiel de la puissance des Etats. La question qui se pose est de savoir si la globalisation économique est ou non un facteur de paix.

Summary : Is the economy a factor of peace or war? This question is very differently concluded by the economic theories, especially as the economy is sometimes a weapon to compel a State to act in accordance with the will of the States that dispute its decisions. The national economy is also an essential factor in the power of states. The question is whether or not economic globalization is a factor of peace.

Mots clés : Globalization, peace, war, economic arms, economic war

Aujourd'hui, la paix est perçue comme un état normal de la société. Les verrues de la Terre que sont les conflits en Afghanistan ou en Irak, les guerres civiles et les effets de domination responsables parfois de la famine ne semblent plus rentrer dans le champ du domaine scientifique, alors même que la recherche-développement militaire continue son influence décisive sur le mode de développement économique contemporain.

Historiquement, la guerre a amplement traversé la vie des peuples. La prédation a été une fin à tous ces conflits, lesquels permettaient aux vainqueurs de s'approprier les richesses de vaincus souvent ensuite conduits à l'esclavage ou à l'asservissement. L'Eglise elle-même a eu, pendant des siècles, beaucoup de difficulté à ne pas s'inscrire dans cette violence, soit pour ses propres intérêts économiques, soit pour détruire les hérésies ou les religions concurrentes. Elle se proposait de dévoiler la Vérité de Dieu par tous les moyens, en vue de prôner une « globalisation uniforme » des croyances dans le Créateur Unique.

Parallèlement, l'économie comme instrument d'étude scientifique, est apparue tardivement. La question de savoir si elle secrète des tensions belligènes ou, au contraire, des facteurs iréniques pose toujours question. Il est souvent fait mention de la « guerre économique » dont il convient de définir les contours, notamment ceux de la recherche de puissance.

L'économie comme facteur de guerre ou de paix

Pour les mercantilistes, premiers économistes théoriciens, l'idée de la globalisation économique n'avait pas de sens hors la recherche de puissance du Prince et donc de l'Etat. Il s'agissait alors de définir une politique de puissance, fondée au moins partiellement sur la force des armes et des armées. Cette analyse a été controversée par Adam Smith, pour lequel la mondialisation permet le développement de la division du travail. Dans ce contexte, le commerce international se présente alors comme un moyen intéressant d'accession généralisée aux richesses. Les interdépendances conduisent inéluctablement à la disparition progressive des guerres entre les Nations. La multiplication des interdépendances économiques fondées sur les principes du marché est susceptible d'accroître la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'Etat. Les théoriciens de l'école de Manchester prévoient l'avènement imminent d'un monde pacifié par le cosmopolitisme universel découlant de l'accroissement des interdépendances économiques. L'idée de pacification des relations internationales par le commerce a été associée au libéralisme anglo-saxon. Il a alors été un peu rapidement affirmé que « lorsque les produits s'échangent entre deux pays, leurs soldats s'ignorent ».

En partielle opposition, Karl Marx considérait que la bourgeoisie rendait cosmopolite la production et la consommation de tous les pays, créant ainsi une dépendance mutuelle entre nations. Avec le développement de la formation et de l'information, la bourgeoisie devait entraîner les nations barbares dans le courant de la civilisation. La mondialisation constitue, en soi, une démarche « progressiste » vers le socialisme et le communisme, dans le cadre de la dialectique et du matérialisme historiques et de la loi d'évolution des systèmes. Cependant, la disparition définitive des conflits n'aura lieu que lorsque l'extension inéluctable du mode de production capitaliste débouchera sur la victoire du prolétariat, synonyme d'avènement de la société sans classe. Toute tension internationale trouve son origine dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, qui conduit inéluctablement à la crise et à l'exploitation des travailleurs et, par extension, des nations les moins industrialisées. La fin de la guerre des classes devait alors signifier aussi la fin des guerres.

A la fin du XIXe siècle, avec la colonisation, la paix semblait promise grâce aux connaissances économiques, au partage supposé stable d'un monde en situation de colonisation et aux refus des coûts humains et matériels d'une guerre désacralisée. En son temps, Friedrich Engels fut l'un des seuls économistes à condamner ce « type de mondialisme capitaliste » qui, dans son essence même conflictuelle, devait s'effondrer à la suite d'une grande guerre mondiale très meurtrière mettant aux prises les grandes nations industrielles de l'Europe. Plus tard, la révolte contre le colonialisme, souvent militarisée, forme de mondialisation par la domination, a constitué un moyen de libération des hommes et, à ce titre, elle porte en elle un projet de développement économique, social et humain. La question souvent énoncée dans le concert international est de déterminer le coût d'opportunité de la guerre. Pour Sun Zi, il convient de calculer non seulement les coûts

directs de la campagne militaire elle-même, mais aussi les coûts des destructions et des manques à gagner de part et d'autre. Plus ces coûts prévisionnels sont élevés, moins la guerre est probable, plus les liens commerciaux sont forts, plus les coûts d'opportunité augmentent. Dans ce contexte, la mondialisation rend les Etats économiquement plus solidaires et donc moins sensibles aux sirènes guerrières. D'ailleurs, les ruptures d'échanges commerciaux constituent un signal incontestable de conflit.

Avec l'antagonisme des systèmes capitalistes et socialistes, le retour vers les Etats et les alliances et l'apparition de la « guerre froide » furent des freins naturels au processus de mondialisation. En dépit de sa faible représentation dans la théorie économique dominante, l'idée de la "guerre économique" n'a cependant pas cessé de se diffuser dans des écrits économiques non "scientifiques", durant la guerre froide mais aussi depuis la fin de celle-ci.

Depuis le début des années 1980, les analyses contradictoires s'expriment dans l'étude des effets de la mondialisation libérale, entre ceux qui y voient un facteur de paix et ceux qui font renaître les fondements du mercantilisme en insistant sur les stratégies des Etats fondées sur leurs intérêts propres. Pour la pensée libérale, il y a deux postulats de base : d'abord, la paix est la situation normale ; ensuite, le développement du commerce international est un facteur de paix. Aujourd'hui, pour l'école de pensée dominante, la première vertu de la mondialisation est sa capacité à accroître la prospérité économique, laquelle, à son tour, est supposée favoriser l'expression des valeurs pacifiques dans le monde.

Pour l'école néo-mercantiliste, la puissance et la richesse des Etats restent primordiales. D'ailleurs, la guerre n'a toujours pas disparu dans un monde dominé par les valeurs de l'économie de marché. Elle ne produit pas seulement des destructions, elle peut aussi enrichir (en appauvrissant l'ennemi) ou renforcer la puissance de l'Etat. Aujourd'hui, les solidarités interétatiques ont de plus en plus de difficulté d'expression. Dans le contexte d'interdépendance économique accrue, l'économie peut être envisagée comme une arme au service de la puissance étatique.

La guerre économique

Aujourd'hui, les variables économiques se présentent comme des armes au service des puissances étatiques. L'économie est un lieu de conflits, dont les objectifs portent sur la répartition des richesses mondiales. Dans certains cas, la guerre est déclarée (blocus de Cuba par les Etats-Unis), elle est fondée sur un grief précis et elle suppose des pertes économiques pour les deux belligérants. L'idée d'un développement économique obtenu au détriment des autres Nations a souvent été avancée, notamment dans les analyses sur les stratégies d'exportations paupérisantes, les politiques avérées de "beggar-thy-neighbour" ou encore le concept de sous-développement comme facteur du développement. Par ailleurs, les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies, etc.) constituent un instrument de puissance économique essentiel. Les restrictions et les obstacles douaniers, les contingentements, les normalisations industrielles, l'espionnage et l'intelligence économiques,

le contrôle direct ou indirect des marchés financiers, la recherche constante de “monopoles”, le contrôle des voies de transport sont autant d’armes aussi destructrices qu’efficaces pour recomposer la hiérarchie internationale des puissances au profit des Etats qui les utilisent.

L’analyse des sanctions économiques internationales n’a pas vraiment intéressé les théoriciens de l’économie, car elles remettent en cause les hypothèses de départ de leurs schémas. La théorie des jeux et la théorie des Choix Publics (*Public Choice*) ont cependant abordé cette question, sans pour autant s’interroger sur l’efficacité des actions entreprises. L’utilisation des relations économiques extérieures comme moyen de pression politique est une application de “valeurs économiques ” comme “ ressources de puissance ”, notamment la fourniture de biens et de services, l’ouverture de marchés, l’extension des prêts, les dons financiers, les transferts de technologie ou le gel des avoirs bancaires. Ces biens et services permettent à la fois d’engager une procédure de coercition et de développer un pouvoir structurel en soutenant ou en combattant les pays étrangers, grâce à l’utilisation de sanctions positives ou négatives. Les décisions économiques n’ont pas pour objectif le bien-être de l’économie nationale, ni son développement, mais plutôt l’affaiblissement ou l’asservissement d’une autre économie.

Plusieurs stratégies de guerre économique coexistent, notamment le contrôle des échanges commerciaux (comme le refus du gouvernement américain de fournir les céréales prévues à l’URSS en représailles après l’invasion de l’Afghanistan), l’appauvrissement par l’effort de préparation à la guerre (ce qui fut le cas pour l’URSS qui s’est appauvrie dans sa course aux armements devant la puissante économie américaine), la stratégie de la punition internationale (appliquée contre la politique d’apartheid de l’Afrique du Sud et de la Rhodésie), la politique de l’enserrement (Ostpolitik), la stratégie de la violence économique (contre Cuba) ou la stratégie de la rupture (exercée à l’encontre de la Yougoslavie par l’URSS sur fondements de politiques économiques rivales). Le blocus contre Cuba est à ce titre intéressant à étudier, puisqu’il s’est étalé sur dix administrations présidentielles consécutives, avec une rigueur d’application variable. Aujourd’hui, le Président Barack Obama n’entend pas changer cette politique, malgré les efforts de l’ONU pour faire cesser ce conflit.

Paul Krugman¹ rejette les discours en termes de “ guerre économique ”, qu’il estime être dangereux pour la paix internationale. Il dénonce le danger de conduire au nom de la guerre économique des politiques néfastes à l’intérêt économique national, dans la poursuite de l’objectif illusoire de la compétitivité. Les appels au patriotisme national ne servent pas à rendre une économie plus compétitive

La puissance économique, expression majeure de la puissance des Etats

Les théories des relations internationales reconnaissent à l’économie son rôle souvent primordial dans la représentation de la puissance des Etats. Alfred Hirschman a mis en évidence les capacités d’utilisation du commerce

¹ Krugman, P. (1994), *Competitiveness: A dangerous obsession*, Foreign Affairs, v.73, n°2, p.28-44

extérieur (aide extérieure, flux de capitaux ou négociations commerciales) comme instrument de pression politique. Les États se proposent de modifier les flux commerciaux à leur profit, ils sont les acteurs essentiels du processus de mondialisation et ils participent, avec plus ou moins d'influence, au développement des organisations économiques internationales comme l'Organisation Mondiale du Commerce ou le Fonds Monétaire International. La militarisation des Etats-Unis (dont les dépenses militaires représentent une somme équivalente à celle de toutes les dépenses militaires des autres pays du monde) est la réponse principale apportée aux nouvelles menaces politico-économiques, au détriment d'efforts éventuels de solidarité et de justice sociale. Sans une puissance économique forte, le secteur militaire ne peut affirmer son rôle sécuritaire. L'exemple soviétique est là pour rappeler que les forces militaires ne peuvent s'exprimer avec efficacité sans une économie puissante, adaptée et capable de financer le besoin de sécurité des citoyens. L'Etat n'est pas une entité complètement abstraite, il est composé de lobbys qui défendent leurs intérêts. Dans ce contexte, l'Etat peut être l'otage d'intérêts particuliers.

Depuis le Sommet du G-20 de 2009, la Chine s'est vue reconnaître le statut d'interlocuteur principal des Etats-Unis, dans le cadre limité d'un « partenariat à intérêts communs immédiats sur fond de rivalité sourde et lointaine... c'est la naissance de la « Chinamérique »². Face à ses déficits commerciaux³ et publics, les Etats-Unis sont conduits à offrir un partenariat privilégié à une Chine dont les fonds souverains libellés en dollars représentent un quart au moins sur la dette fédérale extérieure américaine. La Chine dispose d'énormes réserves en devises, de l'ordre de 2000 milliards de dollars. Dans ces conditions, les deux pays doivent collaborer, car la Chine ne peut accepter sans frémir un effondrement du dollar et la perte de son principal client. Cependant, la Chine, sans effets de force militaire, a mis en évidence sa force juvénile et sa capacité à dépasser son rival dans deux décennies. Il reste à souhaiter que cette montée en puissance ne s'accompagne pas de nouvelles tensions dont l'expression militaire pourrait avoir des effets désastreux.

La crise de l'euro pose aujourd'hui des rapports de puissance dans lesquels les opérateurs privés s'invitent dans le jeu international des Etats. Au fond, les conditions des conflits se transforment et les ennemis adversaires sont de moins en moins transparents, ils avancent masqués, au moment où la civilisation moderne est ensevelie sous les informations diverses aux tris particulièrement délicats à réaliser pour la réalisation de décisions rationnelles. Le refus de la science économique moderne d'inclure les aléas politiques tend à la rendre de moins en moins compréhensible pour l'action immédiate. Si la guerre menace toujours l'économie du pays qui en subit les conséquences, la question est de savoir aussi si l'économie ne provoque pas parfois des instincts guerriers.

Mondialisation libérale ou sécurité nationale. Quelles priorités ?

² Rogalski, M. (2009), Chine/Etats-Unis, le nouveau G2, Le débat stratégique, CIRPES, Septembre

³ Le déficit commercial US atteignait 500 milliards de dollars en 2010, contre 680 milliards de \$ en 2008, surtout concentré sur ses échanges avec la Chine. En 2007, les exportations de la Chine vers les Etats-Unis ont été cinq fois plus importantes que leurs importations de produits américains.

La théorie de la globalisation constitue un prolongement actuel de la théorie libérale du commerce international. Elle juge favorablement le développement des interdépendances économiques internationales, garantes de la paix. Cependant, si pour Kenichi Ohmae la fin des Nations est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante de l'économie de marché, pour Robert Reich la désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité, les inégalités et la paupérisation⁴.

Les théoriciens des relations internationales s'intéressent certes aux opérations commerciales des Nations, mais aussi aux considérations politiques des relations entre les Etats. Le courant néo-mercantiliste souligne son "réalisme", qui contraste avec l'irréalisme des hypothèses de la théorie orthodoxe. L'observation des faits politiques concrets est privilégiée, plutôt que l'énoncé de théorèmes généraux quant au fonctionnement des mécanismes économiques. Il est impossible de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire. La politique économique américaine a toujours été fondée sur des considérations géoéconomiques, alors même que le gouvernement des Etats-Unis se présente comme le défenseur d'un libre-échange économique impartial et apolitique. Le gouvernement des Etats-Unis, qui se réfère constamment au libéral Jefferson et applique plutôt les stratégies économiques de l'interventionniste Hamilton, considère qu'une politique industrielle adaptée est nécessaire en vue de maîtriser la concurrence internationale sur les industries à haute valeur ajoutée et de maintenir ainsi le niveau de vie des citoyens. Robert Reich, ancien Ministre du travail de Bill Clinton, prônait un "nationalisme économique positif".

La guerre est susceptible de prendre des formes nouvelles. La question ne se pose pas seulement pour les firmes militaires ou pétrolières dont on distingue peut-être plus facilement le lien entre marché et conflit. La mondialisation contribue à l'érosion du pouvoir réel des Etats (au sens de représentant de l'intérêt public collectif), en remettant leur pouvoir coercitif aux mains des plus grandes multinationales, et en reléguant au second plan les canaux diplomatiques au profit des « mécanismes régulateurs » du marché. Or, ces instances privées interviennent cachées dans les mécanismes de décision des Etats.

Pour Robert Gilpin⁵, la théorie "structurelle" propose une alternative aux trois idéologies des relations internationales, libérale, marxiste et nationaliste. Dans un contexte économique international marqué par le chômage et les inégalités de développement, la résurgence du protectionnisme et des guerres commerciales entre grands blocs régionaux est à craindre. Le secteur militaire assure la pérennité du système d'économie de marché, mais, selon Lester Thurow⁶, le scénario de la rivalité régionale est le plus probable. La restructuration de l'économie mondiale se ferait ainsi autour de trois pôles dominants, lesquels disposent d'une zone d'influence étendue. Un secteur militaire trop important serait la manifestation la plus claire de la perte de compétitivité d'une économie

⁴ Sur ces questions, voir Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs ». La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

⁵ Gilpin, R. (1981), War and change in international politics, Cornell University Press, Cambridge.

⁶ Thurow (1992), La maison Europe, Calmann Levy, Paris, 275p. Thurow, L. (1996), The future of capitalism. How today's economic forces shape tomorrow's world. William Morrow and Company, Inc., New York.

américaine incapable de se renouveler. C'est la thèse du déclin de la puissance américaine qu'il reste encore à prouver.

Le système économique international est largement dominé et organisé par les grandes puissances et par les firmes multinationales. Dans ces conditions, l'émergence d'une vraie égalité paraît illusoire. La paix libérale conduit à l'exacerbation des risques de conflit. La mondialisation d'aujourd'hui est accusée de développer les inégalités et les facteurs de conflits, en donnant le pouvoir aux acteurs de la finance internationale et à un monde marchand sans scrupule. Les marchés de l'énergie sont autant de lieux et de raisons de guerres à venir, dans un monde où les raretés relatives n'auront pas été conjurées.

Conclusion

L'économie est à la fois une cause de guerre et un moyen des conflits armés. La "guerre" a changé de nature. Si elle n'est pas le souci principal des sociétés d'aujourd'hui, elle est une menace récurrente, sans bataillons sur un champ de bataille. Elle n'exprime plus un conflit sur un champ particulier, elle est diffuse, fondée sur des variables politiques, militaires et économiques. Aujourd'hui, malgré la libéralisation du commerce et le rejet de la stratégie MAD, on assiste à une multiplication des conflits. La guerre en Afghanistan, en Irak, au Liban, les guerres civiles et le droit d'ingérence sont autant de signes annonciateurs du lien réduit qui unit le processus de mondialisation et la paix.

L'hypothèse libérale du caractère pacificateur du développement des échanges commerciaux internationaux n'a jamais pu être confirmée par l'histoire. Selon Amartya Sen, la mondialisation ne deviendra un processus fécond que si elle est capable de résoudre les questions d'emploi, de conditions de vie, de précarité et de solidarité. Elle ne dispose pas de mécanismes modérateurs, créant ainsi les conditions de violence au regard de la répartition des richesses. Le processus de mondialisation trouve alors des freins, des oppositions et des contestations au fur et à mesure où son développement se réalise comme un objectif en soi, sans référence aux valeurs éthiques, morales ou économiques qui concernent les nombreuses entités aux croyances religieuses ou métaphysiques variées.

Note et bibliographie

- Krugman, P. (1994), *Competitiveness: A dangerous obsession*, *Foreign Affairs*, v.73, n°2, p.28-44
- Rogalski, M. (2009), *Chine/Etats-Unis, le nouveau G2*, *Le débat stratégique*, CIRPES, Septembre
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs »*. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.
- Gilpin, R. (1981), *War and change in international politics*, Cornell University Press, Cambridge.
- Thurow (1992), *La maison Europe*, Calmann Levy, Paris, 275p. Thurow, L. (1996), *The future of capitalism. How today's economic forces shape tomorrow's world*. William Morrow and Company, Inc., New York.